



KPMG S.A.
Bretagne Océan
Immeuble Bassam
12 Quai Armand Considère
CS 42923
29229 Brest Cédex 2
France

Téléphone : +33 (0)2.98.31.98.31
Télécopie : +33 (0)2.98.31.98.30
Site internet : www.kpmg.fr

*CEDRE - Centre de Documentation de Recherche et
d'Expérimentation sur les pollutions accidentelles des Eaux -
Association*

**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2021

**CEDRE - Centre de Documentation de Recherche et d'Expérimentation sur les
pollutions accidentelles des Eaux - Association**
715, rue Alain Colas - CS 41836 - 29218 Brest Cedex 2

Ce rapport contient 22 pages

Référence : PG-222-150

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directorat et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Egho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z.
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG S.A.
Bretagne Océan
Immeuble Bassam
12 Quai Armand Considère
CS 42923
29229 Brest Cédex 2
France

Téléphone : +33 (0)02.98.31.98.31
Télécopie : +33 (0)02.98.31.98.30
Site internet : www.kpmg.fr

CEDRE - Centre de Documentation de Recherche et d'Expérimentation sur les pollutions accidentelles des Eaux - Association

Siège social : 715, rue Alain Colas - CS 41836 - 29218 Brest Cedex 2

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée Générale de l'association CEDRE - Centre de Documentation de Recherche et d'Expérimentation sur les pollutions accidentelles des Eaux,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CEDRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Brest, le 29 juin 2022

KPMG S.A.



Patricia Genest
Associée

ACTIF	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	493 093 €	451 226 €	41 867 €	22 443 €
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	493 093 €	451 226 €	41 867 €	22 443 €
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	9 642 227 €	8 282 606 €	1 359 621 €	1 512 358 €
Terrains				
Constructions	5 994 082 €	5 069 535 €	924 547 €	1 022 920 €
Installations techniques, matériel et outillage	2 628 818 €	2 393 330 €	235 488 €	284 880 €
industriels, autres immobilisations	1 005 871 €	819 742 €	186 130 €	144 235 €
Immobilisations corporelles en cours	13 456 €	- €	13 456 €	60 323 €
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	17 849 €	- €	17 849 €	17 849 €
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	15 000 €		15 000 €	15 000 €
Prêts			- €	
Autres	2 849 €		2 849 €	2 849 €
TOTAL (I)	10 153 170 €	8 733 832 €	1 419 338 €	1 552 650 €
COMPTES DE LIAISON (II)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	55 104 €		55 104 €	198 875 €
Créances			- €	
Créances clients usagers et comptes rattachés	709 084 €		709 084 €	500 795 €
Créances reçues par legs ou donations			- €	
Autres	748 907 €		748 907 €	813 568 €
Valeurs mobilières de placement	1 642 926 €		1 642 926 €	2 553 841 €
Instruments de trésorerie			- €	
Disponibilités	2 728 930 €		2 728 930 €	2 325 600 €
Charges constatées d'avance	4 944 €		4 944 €	13 083 €
TOTAL (III)	5 889 895 €	- €	5 889 895 €	6 405 763 €
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	16 043 065 €	8 733 832 €	7 309 233 €	7 958 413 €

PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	508 091 €	508 091 €
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	4 316 207 €	4 153 179 €
Excédent ou déficit de l'exercice	184 168 €	163 028 €
Situation nette (sous-total)	5 008 467 €	4 824 298 €
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	47 239 €	65 130 €
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	5 055 706 €	4 889 428 €
COMPTES DE LIAISON (II)		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL (III)	- €	- €
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	192 478 €	420 184 €
TOTAL (IV)	192 478 €	420 184 €
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	662 971 €	377 426 €
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	979 341 €	846 583 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		29 496 €
Autres dettes	14 324 €	507 264 €
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	404 414 €	888 032 €
TOTAL (V)	2 061 049 €	2 648 801 €
Ecarts de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+VI)	7 309 233 €	7 958 413 €

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	88 €	34 €
dont ventes de dons en nature		
Programmation	731 864 €	445 433 €
Prestations externes	1 233 966 €	838 889 €
Prestations financement partiel	122 623 €	- €
Produits annexes	- €	148 000 €
Sous Total	2 088 542 €	1 432 356 €
Production stockée - Programmation	- 61 538 €	29 092 €
Production stockée - Prestations externes	- 82 233 €	59 756 €
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 047 389 €	2 843 352 €
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	329 849 €	107 220 €
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	653 €	178 €
TOTAL I	5 322 662 €	4 471 954 €
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	109 098 €	111 273 €
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	1 382 390 €	1 019 287 €
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	187 301 €	142 939 €
Salaires et traitements	2 243 837 €	1 938 364 €
Charges sociales	1 038 587 €	891 157 €
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	317 941 €	332 713 €
Dotations aux provisions	71 222 €	52 160 €
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	21 563 €	2 875 €
TOTAL II	5 371 940 €	4 490 768 €
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	- 49 277 €	18 813 €
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	90 €	50 €
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 005 €	1 531 €
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change	7 €	524 €
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	2 101 €	2 105 €
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	158 €	52 €
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	158 €	52 €
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	1 943 €	2 053 €
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	- 47 334 €	16 760 €

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	12 210 €	25 807 €
Sur opérations en capital	25 901 €	27 823 €
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	38 111 €	53 630 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	12 081 €	37 993 €
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
TOTAL VI	12 081 €	37 993 €
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	26 030 €	15 637 €
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	- 205 474 €	- 164 151 €
Total des produits (I+III+V)	5 362 873 €	4 527 689 €
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	5 178 705 €	4 364 662 €
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	184 168 €	163 028 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- Conseiller et assister en matière technique les autorités chargées de lutter contre les pollutions accidentelles des eaux, douces et marines, notamment dans le cadre de la circulaire et de l'instruction du Premier Ministre relative à la lutte contre la pollution du milieu marin (documentations nationales POLMAR et ORSEC) et dans celui des missions de sécurité civile relevant de la responsabilité de l'Etat et des collectivités locales ;
- Agir comme conseiller technique des administrations nationales dans les diverses instances internationales ;
- Faire progresser les méthodes et les techniques (matériels et produits) de prévention et de lutte contre les pollutions accidentelles ;
- Familiariser les personnels civils et militaires avec ces méthodes et techniques en fournissant la documentation et en assurant les formations qualifiantes et de perfectionnement nécessaires ;
- Conseiller ses membres dans l'élaboration de leur politique d'investissements en moyens de lutte ;
- Promouvoir par tous les moyens l'information de ses membres, administrations, de l'industrie et du public sur les questions techniques touchant à la pollution accidentelle des eaux ;
- Développer et valoriser ses connaissances en participant dans son domaine de compétences aux réunions, exercices, opérations de lutte, aux niveaux national et international.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Le Cedre conduit trois types d'activités :

- **L'activité associative** : Mission de service public d'expertise et d'appui aux autorités, elle intègre en particulier un soutien aux autorités responsables de la préparation à la lutte et de la lutte contre les pollutions accidentelles des eaux, le conseil d'un service d'intervention disponible 24 heures sur 24, des participations à la représentation nationale dans les instances internationales, un suivi national et international permanent des connaissances et leur diffusion par des publications spécifiques.
- **Les contrats cofinancés** : Mission de service public de perfectionnement des connaissances et de formation publique. Ils rassemblent les prestations contractées avec les membres de l'association à partir de propositions présentées au comité stratégique (programmation technique) et les contrats à financement partiel avec des entités publiques.
- **Les prestations extérieures** : Contrats de droit commercial ou de marchés publics passés entre le Cedre et un client français ou étranger, privé ou public, demandeur d'un travail pour son usage exclusif. Les produits de ces travaux constituent la propriété du client, le Cedre restant libre d'utiliser l'information au renforcement de sa propre compétence.

3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'année 2021 a été celle de la continuité des projets et des formations engagées en 2020, et impacté par la pandémie de Covid-19.

La levée progressive des restrictions sanitaires a permis un retour à la normale de nos activités à l'automne 2021.

L'année 2021 a aussi vu la mise en place du service Etudes des Déchets Aquatiques.

Le Cedre, a maintenu le dispositif d'activité partielle mis en place en 2020 pour 421 heures sur 2021.

L'année se clôture par l'annonce d'un changement de direction pour janvier 2022

3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Changement de direction.

Le Cedre poursuit le développement de ses outils de suivi des ressources humaines et de la production

Compte tenu de l'organisation mise en œuvre, la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les travaux en cours sont établis selon la méthode à l'avancement sur la base du tarif de vente et des moyens en main-d'œuvre réalisés. Les acomptes clients sont comptabilisés en production.

Les produits constatés d'avance d'un montant de 401 414 € apparaissent au compte 487 au passif du bilan.

4.1.1 Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

Modification de la comptabilisation de la provision CET

La provision pour CET antérieurement comptabilisée en provision pour charge est comptabilisée en dettes sociales conformément au règlement ANC n° 2018-06 à compter de l'exercice 2021.

La provision comptabilisée au 31/12/2020 pour 211 084 € a fait l'objet d'une reprise de provision sur l'exercice 2021.

-- Modification des règles fiscales à compter de 2012

Le cadre fiscal du Cedre a été modifié au 01/01/2012 en accord avec l'administration fiscale (DDFIP).

La part subventionnée par le Ministère de L'Ecologie est sortie du champ de TVA.

A compter de 2012, tous les revenus sont soumis à l'impôt sur les sociétés.

La part hors du champ de TVA est soumise à la taxe sur les salaires (coef : 0,54 pour 2021)

5 Informations relatives aux postes du bilan

5.1 Actif immobilisé

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie.

Les dotations sont comptabilisées par composants, en tenant compte d'une durée d'utilisation spécifique au Cedre.

Les durées d'amortissement s'établissent comme suit :

- Logiciels informatique (immobilisations incorporelles)	2 ans
- <i>Constructions bâtiment</i>	
- Gros œuvre, Voirie, Menuiserie	40 ans
- Menuiserie extérieure, Etanchéité bardage, Charpente	25 ans
- Plomberie, chauffage, électricité, cloisons	20 ans
- Aménagement intérieur (plafond, revêtement de sol, peinture, occultation, menuiserie intérieure, métallerie)	15 ans
- <i>Aménagements des constructions</i>	
- Travaux d'aménagement des bassins	15 ans
- Travaux voirie VRD, aménagement intérieur	10 ans
- Installation téléphonique	8 ans
- Matériel et outillage	5 ans
- Agencements - Installations	10 ans
- Matériel de transport	8 ans
- <i>Matériel de bureau et informatique, mobilier</i>	
- Ordinateurs	3 ans
- Autres matériels	5 ans
- Mobilier de bureau	10 ans

- Tableau des mouvements des immobilisations

	Début d'exercice	Acquisitions	Diminutions	Fin d'exercice
Logiciels	443 123	49 970		493 093
Constructions/agencts	6 003 943	13 010	22 871	5 994 082
Matériels & outillages	2 576 579	52 239		2 628 818
Agents, amén, install.	10 336	27 050		37 386
Véhicules	70 571	8 333		78 904
Matériel bureau et informatique	827 969	75 680	14 068	889 581
Immobilisations en cours	60 323	1 401	48 268	13 456
Immobilisations financières	17 849			17 849
TOTAL	10 010 694	227 683	85 208	10 153 170

- Tableau des mouvements des amortissements

	Début d'exercice	Dotations	Diminutions	Fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	420 679	30 547		451 226
Constructions/agencts	4 981 023	111 383	22 871	5 069 535
Matériels& outillages	2 291 700	101 630		2 393 330
Agents, amén, install.	2 463	3 651	14	6 101
Véhicules	42 447	8 133	255	50 326
Matériel bureau et informatique	719 729	62 599	19 012	763 315
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières				
TOTAL	8 458 043	317 941	42 152	8 733 832

5.2 Fonds propres

5.2.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	508 091				508 091
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	4 153 179	163 028			4 316 207
Excédent ou déficit de l'exercice	163 028		184 168	163 028	184 168
Situation nette	4 824 298	163 028	184 168	163 028	5 008 467
Fonds propres consomptibles					
Subventions d'investissement	65 130		7 270	25 161	47 239
Provisions réglementées					
TOTAL	4 889 428	163 028	191 438	188 189	5 055 706

5.2.2 Fonds dédiés

Néant.

5.3 Provision pour risques et charges

	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions - risques et charges				
Provision retraite	201 600		38 931	162 669
Provision CET	211 084	41 413	252 497	0
Provision pour charges	7 500	29 809	7 500	29 809
S/TOTAL	420 184	71 222	298 928	192 478
Provisions - dépréciation				
Sur comptes clients	14 925		14 925	0
S/TOTAL	14 925	0	14 925	0
TOTAL	435 109	71 222	313 853	192 478

Dont dotations et reprises

- D'exploitation 71 222 313 853
- Financières
- Exceptionnelles

5.4 État des échéances des créances et des dettes

	Montant brut	Echéances	
		Jusqu'à 1 an	A 1 an et plus
CREANCES			
<u>Créances de l'actif immobilisé :</u>			
- Créances rattachées à des participants			
- Prêts			
- Autres créances	17 849		17 849
<u>Créances de l'actif circulant :</u>			
- Clients et comptes rattachés	667 658	667 658	
- Autres créances :	753 851	753 851	
Personnel	15 094		
Etat - Subventions	267 814		
Etat - Taxes	441 375		
Autres comptes déb.	24 624		
Charges const.d'avance	4 944		
TOTAL CREANCES	1 439 358	1 421 509	17 849
DETTES			
<u>Dettes financières :</u>			
- Emprunts et dettes bancaires			
- Emprunt et dettes financières divers			
<u>Autres Dettes :</u>	2 061 049	2 061 049	
Fournisseurs	618 735		
Clients avances, acomptes.	44 236		
Personnel	466 829		
Sécurité sociale	76 515		
Organismes sociaux	296 986		
Etat - Subventions	7 751		
Etat - Taxes	131 259		
Autres dettes	14 324		
Produits const.d'avance	404 414		
TOTAL DETTES	2 061 049	2 061 049	

<i>Détail des produits à recevoir et charges à payer</i>		
	31/12/2021	31/12/2020
- Produits à recevoir		
Remboursement activité partielle	6 512	
Remboursement Mutuelle	23 532	
TOTAL	30 044	
- Charges à payer		
Personnel - Charges à payer	33 623	23 765
Dettes congés payés	210 619	205 150
Dettes récupérations	58 388	55 460
Dettes CET	136 590	0
Fournisseurs FNP	210 191	244 367
Taxe formation continue	19 278	21 159
Taxe construction	9 308	7 846
Taxe apprentissage	1 828	1 682
Charges sociales s/congés payés	106 005	104 318
Charges sociales s/récupérations	30 014	28 900
Charges sur CET	71 327	0
ECA - remboursement à faire	0	0
Autre charges à payer	14 324	469 256
TOTAL	901 495	1 161 903

- Charges constatées d'avance 4 944 €

- Produits constatés d'avance 404 414 €
(dont 121 822 Subventions UE)

- Informations complémentaires

Le Cedre fait l'objet d'un contrôle financier de l'Etat (arrêté conjoint du Ministre chargé du budget et du Ministre chargé de l'Environnement).

La mission de commissariat aux comptes est assurée par le cabinet KPMG
Depuis le 1er janvier 2013 le Cedre est sorti du périmètre des opérateurs de l'Etat.

Le Crédit d'impôt recherche (CIR) 2021 a été comptabilisé à hauteur de 205 474 €

6 Informations relatives aux subventions, et ressources.

	2021
Subventions	
MTES - DEB	2 548 828
MTES - DAM	170 016
Union Française Ind. Pétrolières	70 000
Conseil Départementale	15 000
Sous-total	2 803 844
Programmation	
Min. Défense - Marine	254 575
Min. Intérieur - Sécurité Civile	36 667
Industrie Pétrolière	222 965
Autres, Publics et Privés	356 363
Contrib. Partielles ANR, CE	166 666
Sous-total	1 037 236
Prestations extérieures	
Prestations de service	1 151 733
Sous-total	1 151 733
Produits aléatoires	
Produits financiers	2 101
Produits exceptionnels, transferts, autres	342 799
Crédit d'Impôt Recherche CIR	205 474
Sous-total	550 374
TOTAL	5 543 187

7 Informations relatives à l'effectif

La provision pour indemnité de fin de carrière est intégrée au bilan en provision pour charges pour 162 669 €. La méthode préférentielle a été appliquée pour cette provision sur la base des engagements de l'association vis-à-vis des salariés présents à la clôture de l'exercice, retenant les hypothèses suivantes :

- Taux actualisation : 0.70%
- Taux charges sociales patronales : 49.15%
- Taux de Turn-over : Très faible voire à zéro
- Taux augmentation : 2%
- Table mortalité : est la table réglementaire INSEE 2014-2016

Le montant cumulé des 3 plus fortes rémunérations des cadres de direction, s'élève en brut à 208 777 €.

Ventilation de l'effectif au 31/12/21- ETP		
	CDI	CDD
Cadres		
Directeur et Adjoints au directeur	3	
Chefs de service- coordination	7	
Ingénieurs scientifiques	13.6	6
Cadres techniques - Informations - Informatique	5.5	
S/TOTAL	29.1	6
Non cadres		
Assistantes Scientifiques et techniques	4.8	
Techniciens Service Administratif	1.4	
Techniciens information	2.9	
Techniciens QHSEI	0.7	
Techniciens analyses et moyens	4	2
S/TOTAL	13.8	2
TOTAL GENERAL	42.9	8

ENGAGEMENT HORS BILAN**- *Personnel et moyens mis à disposition***

Il n'y a plus de personnel mis à disposition depuis 2014.

Démarche qualité environnement, agréments

Le Cedre est certifié ISO 9001 et ISO 14001.

Le Cedre est agréé par la Sécurité Civile comme organisme ayant la capacité à intervenir aux côtés des services de l'Etat sur des pollutions.

Le Cedre est agréé par le ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTE) comme organisme spécialisé dans la recherche, l'expérimentation et la mise en œuvre des moyens de combattre les pollutions accidentelles des eaux